



<https://tinyurl.com/mwvzenj>

Nourrir l'Afrique





De gauche à droite: Anne-Sophie Le Dain, Responsable Nutrition, UNICEF Côte d'Ivoire, **George Mavratos**, Directeur de recherche & Chargé de programme, Programme d'appui à la stratégie du Nigéria, IFPRI; **Fadel Ndiame**, Directeur régional, AGRA Afrique de l'Ouest, **Modérateur: Oscar Garcia**, Directeur, Bureau indépendant de l'évaluation, FIDA, **Daniel Alberts**, Cadre supérieur, Agriculture et Nutrition, GAIN, **Chiji Ojukwu**, Directeur, Département de l'Agriculture et l'Agro-Industrie, BAD

Discours

de J. Chris Toe, Conseiller principal sur les plans stratégiques de pays, Division des politiques et programmes, Programme Alimentaire Mondial

L'Afrique assume toujours une grande partie du fardeau mondial de la faim et de la sous-nutrition à un moment où se dégrade la conjoncture économique favorable qui a permis à plusieurs pays de réduire la pauvreté extrême et améliorer d'autres indicateurs de développement humain au cours de la décennie écoulée et fait naître des obstacles multidimensionnels et complexes.

Par où commencer à assumer notre engagement, notre obligation et nos responsabilités à l'égard des centaines de millions de personnes pour qui le désespoir, le découragement et la déception constituent la nouvelle normalité? Par où impulser la transformation qui

échappe à l'Afrique depuis bien trop longtemps, mais qui doit maintenant être réalisée pour les générations actuelles et futures?

À mon avis, nous devons d'abord mettre l'accent sur les personnes les plus vulnérables et reconnaître que pour toucher les pauvres affamés d'Afrique, il faut une véritable révolution dans notre manière de travailler collectivement; et prendre conscience qu'on ne peut continuer ainsi. Si nous ne changeons pas notre approche, et n'augmentons pas notre rendement, nous ne pourrons pas opérer ce changement en temps et à l'échelle voulus.

¹ Source: FAO, FIDA et PAM (2015). Investissements nécessaires pour éliminer la faim d'ici 2030.

En effet, les données montrent que si nous ne changeons pas d'approche, d'ici 2030, environ 650 millions de personnes, vivant en Afrique pour la plupart, seront encore laissées de côté, prises dans le cercle vicieux de la faim. Et si nous ne parvenons pas à atténuer les changements climatiques d'ici 2050, 200 autres millions de personnes, dont la plupart vivent sur ce continent, viendront grossir les rangs des pauvres.

Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les plus démunis en Afrique et dans le monde passe par la recherche de solutions à plusieurs problèmes.

Premièrement, il faut trouver des solutions aux conflits qui sont de plus en plus à l'origine d'interminables crises, et avec l'instabilité qui en résulte, constituent les principales causes de l'insécurité alimentaire et de la sous-nutrition. En 1990, 12 pays africains étaient aux prises

avec des crises alimentaires et quatre autres étaient connaissaient des crises prolongées. Seulement 20 ans plus tard, 24 pays africains au total avaient connu des crises alimentaires, et 19 parmi ces pays souffraient d'une crise prolongée, ce qui en faisait des pays particulièrement vulnérables.

Actuellement, plus de 125 millions de personnes sont victimes de crises humanitaires, notamment dans les pays en conflit comme le Nigéria, le Soudan du Sud et la République centrafricaine. Il faudra redoubler d'efforts pour la réconciliation et la compréhension, et faire montre d'une ferme volonté politique pour s'attaquer aux racines de ces crises. Les interventions doivent être axées sur la lutte contre la vulnérabilité, le respect des droits fondamentaux de l'homme et l'intégration de l'aide humanitaire et de l'aide au développement.



Chris Toe

«À travers l'Objectif 2 des Objectifs de développement durable, nos dirigeants ont lancé un appel en faveur de l'accélération des interventions pour éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.»

¹ «Des engagements aux actes: dépasser le clivage humanitaire-développement – Changer la vie des populations: de la fourniture d'une aide à l'élimination des besoins.» Sommet mondial sur l'action humanitaire.

À mon avis, nous devons d'abord mettre l'accent sur les personnes les plus vulnérables et reconnaître que pour toucher les pauvres affamés d'Afrique, il faut une véritable révolution dans notre manière de travailler collectivement; et prendre conscience qu'on ne peut continuer ainsi. Si nous ne changeons pas notre approche, et n'augmentons pas notre rendement, nous ne pourrons pas opérer ce changement en temps et à l'échelle voulus.

La deuxième intervention doit viser la réduction des risques climatiques auxquels sont exposés les petits exploitants qui sont en première ligne de la sécurité et de l'équilibre alimentaires en Afrique. Les changements climatiques touchent tous les aspects de la sécurité alimentaire: disponibilité, accès, utilisation et équilibre. D'après la FAO, les changements climatiques risquent de réduire le potentiel de production agricole de l'Afrique de l'ordre de 30 % et engendrer une hausse des prix alimentaires de l'ordre de 12 % en 2030, et de 70 % d'ici 2080. La valorisation du potentiel des petits exploitants agricoles africains passe par le recours à de nouveaux outils, notamment la téléphonie mobile pour le transfert des informations et la gestion des fonds, ainsi que l'amélioration de l'accès aux outils d'analyse des données qui permettront aux gouvernements et d'autres organisations de répondre plus efficacement aux besoins des agriculteurs et accroître les investissements du secteur privé.

La troisième mesure est l'extension de la protection sociale et des filets de sécurité sociale afin résoudre les problèmes auxquels le quintile inférieur de la popu-

lation fait face pour ne laisser personne de côté.

La protection sociale peut prendre des formes variées, notamment les transferts en espèces, les repas scolaires, les programmes de travaux publics, et les programmes d'assurance sociale. Dans les zones en conflit, en crises prolongées ou simplement extrêmement pauvres, notamment en Afrique, les repas scolaires permettent de combattre efficacement la faim et réduisent l'absentéisme, et incitent les enfants, en particulier les filles à apprendre et à rester à l'école.

Assurer la protection sociale de tous les affamés dans le monde, y compris en Afrique, peut sonner comme une utopie; mais pourtant c'est faisable. Une étude menée en 2015 conjointement par la FAO et le FIDA a conclu qu'il faudrait en moyenne investir annuellement seulement 267 millions de dollars EU. Ce qui ne représente qu'une fraction du coût annuel de la faim estimé à 3,5 milliards de dollars.

La quatrième intervention consiste à rendre les femmes autonomes et renforcer ainsi leur rôle en tant qu'ac-

trices du développement et de la paix. En Afrique subsaharienne où les femmes représentent entre 40 et 80% de la main-d'œuvre, seulement 5% des ressources consacrées à la vulgarisation agricole sont spécifiquement orientées vers les femmes qui détiennent et gèrent moins du quart de l'ensemble des terres agricoles; et ont accès à moins de 10% des crédits accordés au secteur agricole.

Pour les femmes les plus pauvres du monde, il faut des investissements financiers bien élaborés comme les crédits ou la mise en œuvre de programmes, notamment les programmes de vulgarisation agricole afin de les doter des compétences nécessaires pour transformer leurs vies. Ces changements doivent être accompagnés par une réforme de la politique foncière permettant aux personnes les plus vulnérables d'accéder à la propriété foncière, y compris le droit à l'héritage.

La cinquième et dernière intervention consiste à exploiter les possibilités et saisir cette opportunité pour nouer des partenariats stratégiques pour nourrir l'Afrique et atteindre l'objectif zéro famine, de notre vivant. Les progrès sur les deux fronts dépendront de la conclusion de partenariats couvrant tous les secteurs et tous les domaines de spécialité. L'implication de toutes les parties prenantes est essentielle. Les Objectifs de développement durable et les cadres panafricains nous offrent à nous tous – gouvernements, secteur privé, bailleurs de fonds, ONG nationales, ONG internationales, société civile, agences des Nations Unies – l'occasion unique d'œuvrer collectivement pour résoudre ces problèmes.

Ces interventions nous permettront de garantir que les Africains, surtout les plus pauvres et les plus vulnérables, peuvent non seulement se nourrir aujourd'hui et demain, mais qu'ils puissent aussi espérer que nous allons vaincre la faim. ■





Anne-Sophie Le Dain

«Le défi à relever consiste à assurer la traduction des politiques et stratégies en actions concrètes au niveau décentralisé, soutenues par de solides systèmes de suivi et d'évaluation, et une mise en œuvre équitable»

Un pilier du développement durable.

La nutrition est l'un des piliers d'un développement équitable et inclusif. Elle doit être au cœur des actions de développement de l'Afrique puisque l'inaction dans ce domaine a de très graves conséquences sur la vie des personnes les plus vulnérables, et contribue largement à la morbidité/mortalité des enfants/nouveaux-nés, et à la mortalité maternelle, ainsi qu'au retard de croissance. Le retard de croissance est aussi associé au développement cérébral non optimal qui peut avoir des conséquences durables sur les capacités intellectuelles, les performances scolaires et la rémunération future d'un individu. Des conséquences qui affectent à leur tour les perspectives de développement économique et social des pays et causent une perte de 3 à 17 % du PIB. Certains pays ont déjà enregistré des progrès non négligeables dans la réduction du retard de croissance, notamment, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le

Libéria, le Rwanda et la Tanzanie. Ce qui prouve qu'il est possible de faire bouger les choses. Davantage de pays doivent de toute urgence suivre cette approche. Pour cela, les preuves montrent qu'il faut élaborer des approches multisectorielles nationales, notamment pour l'eau, l'hygiène et la salubrité, la santé, l'éducation, le développement du jeune enfant, et des politiques sociales et agricoles. La prévention de la malnutrition est l'une des interventions les plus efficaces pour briser le cycle de pauvreté et contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable étroitement liés à la nutrition.

Une agriculture qui tienne compte de la nutrition

Si nous investissons dans des politiques et programmes qui prennent en compte la nutrition, le secteur agricole gagnera en efficacité et pourrait maximiser son impact sur le développement humain et économique du continent. Les actions prioritaires à mener sont, notamment:

- a) Mettre l'accent sur l'amélioration de l'accès aux aliments nutritifs (production, conservation, transformation et transport), y compris pour les jeunes enfants. Ce qui nécessite le renforcement du partenariat avec le secteur privé/ agroalimentaire;
- b) Élaborer les programmes en pensant à l'autonomisation des femmes et aux conséquences de leurs activités agricoles sur la garde des enfants, compte tenu de leur importance dans le secteur agricole;
- c) Faire des programmes agricoles des plateformes de proposition et d'amélioration de la demande d'interventions nutritionnelles directes, en impliquant, par exemple, les travailleurs agricoles dans les programmes communautaires;
- d) Mettre le secteur agricole à contribution pour créer une masse critique de

ressources humaines engagées dans la nutrition, à travers la formation continue et l'inscription de la nutrition au programme des écoles d'agriculture (ex. techniciens, ingénieurs, etc.).

- e) Intégrer systématiquement les objectifs de nutrition et des indicateurs mesurables dans les programmes agricoles.

Une agriculture qui tienne compte de la nutrition contribuera aux efforts mondiaux de prévention durable du retard de croissance et de toutes les formes de malnutrition et d'assurer un développement optimal des populations et des nations africaines. Le défi à relever consiste à assurer la traduction des politiques et stratégies en actions concrètes au niveau décentralisé soutenues par de solides systèmes de suivi et d'évaluation, ainsi qu'une mise en œuvre équitable. ■





Daniel Alberts

Voulons-nous un système alimentaire africain conçu pour causer le marasme et la malnutrition, comme cela semble être le cas aujourd'hui?

Sur les prospectus du «Top 5», «Feed Africa» est traduit en français par «Nourrir l'Afrique». «Nourrir l'Afrique» devrait aussi signifier assurer une alimentation équilibrée qui est l'un des sens du terme français «nourrir». Le système alimentaire africain est-il conçu pour être nourrissant? Si on obtient invariablement le même résultat, on peut conclure que ce système est conçu pour donner ces résultats. Voulons-nous un système alimentaire africain conçu pour causer le marasme et la malnutrition, comme cela semble être le cas aujourd'hui?

Entre 1990 et 2014, le nombre d'enfants atteints de marasme en Afrique est passé de 47 à 58 millions, et durant la même période, le nombre d'enfants en surpoids est passé de 5 à 10 millions. Nous devons assurer que la nourriture que nous produisons et consommons aide les gens à satisfaire leurs besoins en micronutriments. La déficience en micronutriments a de graves répercussions sur le développement parce qu'elle réduit les capacités cognitives et l'employabilité d'un individu. Malgré les différences dans les estima-

tions du coût de la malnutrition, on le situe à 10 % du PIB, une proportion trop élevée.

Certaines images sont caractéristiques des nations et des disparités en matière d'éducation nutritionnelle. L'image d'une femme au Malawi assise sous un arbre au bord de la route essayant de vendre cinq tomates et qui y demeure jusqu'à ce que ces tomates soient vendues ou pourrissent pour être jetées aux animaux ou consommées par elle-même. Celle d'une mère en Tanzanie qui, lorsqu'elle achète du maïs ou des arachides, n'a aucune idée des toxines que ces produits peuvent

Entre 1990 et 2014, le nombre d'enfants atteints de marasme en Afrique est passé de 47 à 58 millions, et durant la même période, le nombre d'enfants en surpoids est passé de 5 à 10 millions.

contenir ou de l'obligation qui incombe au gouvernement d'assurer sa protection. Celle d'une mère au Kenya qui produit ou achète de l'huile végétale fortifiée pour sa famille, mais sans se douter qu'elle contribue ainsi à améliorer l'état nutritionnel de sa famille grâce à la volonté politique des dirigeants de son pays. Nous voyons aussi l'image d'un adolescent au Swaziland qui achète un coca-cola et une miche de pain blanc comme déjeuner.

Notre objectif est de trouver une stratégie pour avoir de l'impact et le mesurer. Je propose de s'intéresser à toutes les étapes entre la production et la consommation et de trouver des méthodes pour

mesurer l'impact que nous avons sur le système. Beaucoup doit être encore fait pour mieux comprendre le système alimentaire avec lequel nous travaillons. Nous savons tous qu'on ne peut pas déplacer ce qu'on ne peut pas compter et qu'il n'est pas possible de mesurer un concept que l'on ne comprend pas.

Le gouvernement a un rôle très important à jouer, tout comme le secteur privé et les acteurs du développement. Ils peuvent tous contribuer à la mise en place d'un système alimentaire permettant d'obtenir un développement économique basé sur l'agriculture et répondant aux besoins micronutritionnels et nutritionnels. ■





«Nous devons créer des incitations aux jeunes à se lancer dans l'agriculture et en faire une profession»

Chiji Ojukwu

L'initiative «Nourrir l'Afrique» a défini huit domaines prioritaires:

1. Assurer l'autosuffisance en riz. Nous produisons seulement 13 millions de tonnes métriques de riz, soit environ 50 % du riz dont l'Afrique a besoin. «Nourrir l'Afrique» se fixe comme objectif de produire 26 millions de tonnes métriques de riz dans cinq ans.
2. Faire passer la productivité du manioc de 10 tonnes métriques/hectare à 16 millions de tonnes/hectare et y ajouter 52 millions de tonnes d'ici 2025.
3. Assurer la sécurité alimentaire dans le Sahel avec suffisamment de bétail et de céréales.
4. Valoriser le potentiel agricole de la savane africaine en s'inspirant de la transformation du Cerrado brésilien en un grenier pour le monde, et en mettant l'accent sur les céréales pour faire passer la production du maïs de 1,8 million de tonne à 5,4 tonnes/hectare.
5. Relancer les cultures arbustives: cacao, café, coton et noix de cajou, entre autres.
6. Promouvoir l'horticulture et produire nos propres légumes pour économiser les 16 milliards de dollars que nous dépensons annuellement pour importer les légumes.
7. Former 1,7 million d'agriculteurs commerciaux pour produire du blé.
8. Produire 5 millions de tonnes de poisson pour assurer notre autosuffisance, contre les 2 millions actuels.

L'initiative «Nourrir l'Afrique» de la BAD vise à résoudre quatre problèmes majeurs: la pauvreté, la malnutrition, les importations alimentaires, la transformation des aliments.

420 MILLIONS DE PERSONNES

VIVENT EN DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETE DE

\$1.25/JOUR

ET LEUR NOMBRE NE CESSE DE CROITRE

PLUS DE 30%

DES ENFANTS AFRICAINS SOUFFRENT DE MALNUTRITION



L'AFRIQUE NE PRODUIT PAS ASSEZ D'ALIMENTS POUR SE NOURRIR ET SES IMPORTATIONS ALIMENTAIRES ANNUELLES SE CHIFFRENT EN VALEUR NETTE A

35,4 MILLIARDS DE DOLLARS



L'AFRIQUE ASSURE 75% DE LA PRODUCTION CACAOYÈRE MONDIALE MAIS N'ASSURE QUE

20%



DE LA VALEUR AJOUTÉE AU PRODUIT L'INDUSTRIE DU CHOCOLAT PÈSE **100 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN**

MAIS LA PART ACTUELLE DE L'AFRIQUE DANS CE MONTANT EST D'ENVIRON

10% SEULEMENT

Des politiques et un environnement propice

Pour réaliser ces objectifs, nous devons créer des incitations aux jeunes à se lancer dans l'agriculture et en faire leur profession. Nous devons aussi élaborer des programmes d'introduction de la technologie dans les champs pour aider les agriculteurs. La BAD a élaboré un programme pour attirer les jeunes dans l'agriculture, et mis sur pied un fonds de discrimination positive pour doter les femmes des

moyens dont elles ont besoin pour se lancer dans l'agriculture.

Étant donné que le coût de l'initiative « Nourrir l'Afrique » telle que présentée ici se situera entre 30 et 40 milliards de dollars par an, nous devons élaborer des programmes pour mobiliser les financements. La BAD entend y consacrer 2,4 milliards de dollars chaque année avec l'ambition de porter ce chiffre à 24 milliards de dollars grâce à la collaboration avec les partenaires et l'effet de levier. ■



«Les acteurs locaux doivent être habilités à concevoir des solutions pour relever ces défis»

Fadel Ndiame

D'importants changements suscitent actuellement l'espoir que l'agriculture peut véritablement être au centre de la transformation de l'Afrique. D'abord, on note un engagement politique de haut niveau à mettre l'agriculture au centre de notre développement avec un cadre de reddition des comptes qui suit les progrès, dénonce et blâme ceux qui n'obtiennent pas de bons résultats. Sans oublier le grand intérêt et un meilleur engagement manifestés par

les bailleurs de fonds par rapport à il y a dix ans. L'agriculture figure à nouveau parmi les priorités du développement. L'agriculture a probablement les meilleures chances de mettre fin à la pauvreté et créer des richesses. Les Africains travaillent à 70 % dans ce secteur dont les écarts de rendement et de revenu sont importants et que nous pouvons combler. Le secteur privé est susceptible de changer la donne, étant donné que l'agriculture peut désormais

attirer des investissements et créer des emplois et de la richesse.

L'AGRA est convaincue que la transformation doit être fondée sur l'innovation, axée sur les petits exploitants et orientée vers le marché. Nous devons écouter les petits exploitants, et leur laisser le choix des cultures à produire et vendre. Ce qui nécessite la mise en place de systèmes pour attirer les jeunes dans le secteur

agricole et l'utilisation de la technologie pour produire les aliments dont nous avons besoin en quantité et en qualité. Nous devons aussi repenser les systèmes de commercialisation pour motiver les agriculteurs et adopter des politiques qui permettent aux agriculteurs de prévoir les fluctuations de prix et éviter ainsi de voir leurs marges bénéficiaires se réduire. ■



«Vous ne pouvez transformer l'agriculture sans énergie, sans infrastructures, sans investissement dans le capital humain, sans éducation, et sans le processus global d'intégration»

George Mavrotas

La majeure partie de la population africaine travaille dans le secteur rural et vit pour la plupart en-dessous du seuil de pauvreté. Investir dans la productivité agricole permettra d'améliorer les opportunités d'emploi en zones rurales.

En dehors de la formation professionnelle intégrale, les programmes d'enseignement agricole des écoles de formation de niveau secondaire ou tertiaire en Afrique doivent être révisés afin de mieux préparer les élèves aux emplois dans l'agriculture et rendre ce secteur plus attractif. Les programmes en faveur des femmes doivent être bien ciblés pour assurer qu'elles sont prises en compte dans tous

les aspects de l'agriculture: accès à la terre, aux intrants, aux marchés, à la technologie, aux services de vulgarisation, au financement, etc.

Les tendances des investissements des bailleurs de fonds dans l'agriculture doivent aussi évoluer. La politique du secteur agricole doit faire partie d'un grand ensemble qui tient compte des autres secteurs de l'économie. Vous ne pouvez pas transformer l'agriculture sans énergie, sans infrastructures, sans investissement dans le capital humain, dans l'éducation et dans le processus global d'intégration.

Les institutions et les mécanismes politiques doivent être renforcés par l'alignement des politiques nationales sur le

programme de l'initiative « Nourrir l'Afrique » et la mobilisation de la volonté politique et des ressources nécessaires. ■



Café Connaissances

Qui doit nourrir l'Afrique et comment doit-on nourrir l'Afrique? Quelle contribution l'évaluation peut-elle apporter à l'élaboration des interventions et à une meilleure mise en œuvre pour nourrir l'Afrique?

Les participants ont tous reconnu la nécessité de sensibiliser les populations, surtout en zones rurales, sur les impératifs de suivi de l'efficacité du développement, même s'ils ont aussi unanimement reconnu que les gouvernements n'ont pas en mis en place des structures d'évaluation adéquates. Il faut par ailleurs évaluer les capacités de l'Afrique à produire et conserver des aliments. Si les résultats confirment que l'Afrique a ce potentiel de transformation, plusieurs problèmes seront résolus.

Aux stades de la conception et de la mise en œuvre, une approche participative permettrait de tenir compte des besoins des bénéficiaires. Les participants se sont inquiétés du fait que beaucoup de projets sont conçus en faisant la part belle aux intérêts des bailleurs de fonds au lieu de ceux de la communauté, avec comme résultat des projets ambitieux mais irréalisables. L'absence de sensibilisation sur l'impact des projets limite considérablement leur appropriation par les bénéficiaires et nuit à leur durabilité.

Les participants sont convenus que les solutions pour nourrir l'Afrique doivent aller au-delà de simples programmes agricoles. Il faut impliquer les gouvernements, la communauté et le secteur privé dans la planification de la résilience et de la sécurité alimentaire.

Les spécialistes du suivi et de l'évaluation ne sont souvent pas impliqués dans la conception. Les participants ont estimé qu'il faut absolument des données de référence de qualité comme base de mesure de la performance. Ces données permettent d'évaluer les paramètres utilisés comme indicateurs. Si tous ces facteurs pertinents ne sont pas pris en compte au stade de la conception, l'évaluation ne peut pas saisir tous les aspects importants des projets, y compris les livrables et les échecs. Par ailleurs, les aspects culturels, traditionnels et anthropologiques sont perdus de vue si le projet met l'accent sur les données quantitatives. Les mesures proposées par les participants sont, notamment, la réalisation des études d'évaluable avant la mise en œuvre des projets. L'évaluation doit tenir compte des aspects sociologiques de la communauté ciblée.



Premier plan, de gauche à droite: Kako Nubukpo en discussion avec le modérateur de la session, Erik Nyindu Kibambe, Directeur de l'information à Voxx Africa.

Arrière-plan, de gauche à droite: Antonin Dossou, Batio Bassière.

Questions de leadership

Kako Nubukpo, Directeur de la Francophonie économique et digitale, OIF, ancien ministre au Togo

«Nous, en tant que dirigeants africains, avons une question de légitimité. Nous ne sommes pas les porte-parole de nos sociétés. Nous devons construire une vision partagée, sinon nos exercices d'évaluation seront qualifiés d'arbitraires. Comment pouvons-nous forger la confiance entre les institutions panafricaines et la BAD? Entre l'élite et la population? Au sein même de la population? Nous devons commencer par sensibiliser les dirigeants politiques, leur faire comprendre que l'évaluation n'est pas un audit. Plus que le résultat d'une évaluation, ce qui est important est le processus d'apprentissage qui l'accompagne.»

Antonin Dossou, Directeur à la BCEAO, ancien ministre au Bénin

«À mon avis, il y a trois conditions à remplir pour réussir le Top 5. Premièrement, nous devons améliorer la capacité de leadership dans nos États africains, à tous les niveaux et dans tous les domaines. Le leadership se traduit par la capacité d'une personne à être volontairement suivie et donc d'influencer efficacement ses collaborateurs pour atteindre des objectifs communs. Les caractéristiques attendues du leader sont la vision, la capacité de communiquer, la discipline, l'intégrité, l'humilité et l'ouverture.

Deuxièmement, nous devons renforcer la capacité d'autoréflexion dans nos pays et dans nos institutions: nous devons réellement apprendre à penser par nous-mêmes et trouver des concepts, des programmes et des projets adaptés aux spécificités de l'Afrique. Pour cela nous devons renforcer la recherche et le développement en Afrique à tous les niveaux et dans tous les domaines.

Troisièmement, nous devons améliorer la capacité d'orienter et de mettre en œuvre des politiques. Nous sommes en effet très bons dans la rédaction des rapports, mais pas très efficaces dans leur mise en œuvre, et cela est souvent dû à l'absence d'une obligation de résultats.» ■